

Convention collective nationale

IDCC : 218 | **ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE**
(8 février 1957)

Avenant du 14 octobre 2019

au protocole d'accord du 25 octobre 2016
relatif à l'instauration d'un régime dérogatoire à la durée minimale de travail
dans certains secteurs d'activité

NOR : ASET2050731M

IDCC : 218

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UCANSS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT PSTE,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

L'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales, a modifié les dispositions relatives à la représentation du personnel dans les entreprises, en mettant fin à l'existence légale de 3 instances : les délégués du personnel, les comités d'entreprises, et les comités d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail.

Parallèlement, une nouvelle instance a été créée : le comité social et économique.

Afin de permettre à la représentation du personnel d'exercer, au sein des organismes du régime général de la sécurité sociale, ses attributions dans les meilleures conditions, une mise à jour des dispositions du protocole d'accord du 25 octobre 2016 instaurant un régime dérogatoire à la durée minimale de travail prévue par l'article L. 3123-27 du code du travail dans certains secteurs d'activité du régime général de sécurité sociale est apparue nécessaire, afin d'intégrer cette nouvelle architecture.

Tel est l'objet du présent avenant.

Article 1^{er} | Modification du protocole d'accord du 25 octobre 2016 instaurant un régime dérogatoire à la durée minimale de travail prévue par l'article L. 3123-27 du code du travail dans certains secteurs d'activité du régime général de sécurité sociale

Le 1^{er} alinéa de l'article 6 du protocole d'accord est ainsi rédigé :

« Conformément aux dispositions légales, en l'absence d'accord d'entreprise, ou d'accord adopté entre l'employeur et la majorité des membres titulaires du comité social et économique, aménageant les modalités d'information et de consultation de ce dernier, un bilan du travail à temps partiel lui est communiqué une fois par an ».

Article 2 | Dispositions transitoires

Dans les organismes qui ne sont pas encore pourvus d'un comité social et économique, les dispositions abrogées, ou modifiées, par le présent accord, demeurent applicables dans leur ancienne rédaction jusqu'à la mise en place de cette instance.

Article 3 | Dispositions diverses

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être révisé ou dénoncé dans les conditions posées par le code du travail.

Il s'applique sous réserve de son agrément par les autorités de tutelle et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

Fait à Montreuil, le 14 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)